

Enquête publique unique relative au projet d'aménagement de la liaison RD 700/rue Jules Guesde à Hem



- ☞ Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
- ☞ Dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de la Métropole Européenne de Lille

☞ Dossier d'Enquête Parcellaire

- ☞ Dossier relatif à la création d'accès sur la route express RD 700

Enquête programmée du 28 avril au 30 mai 2015 par arrêté préfectoral du 20 mars

Conduite par décision du Tribunal Administratif de Lille N° E 15 000 029/59 du 17 février 2015

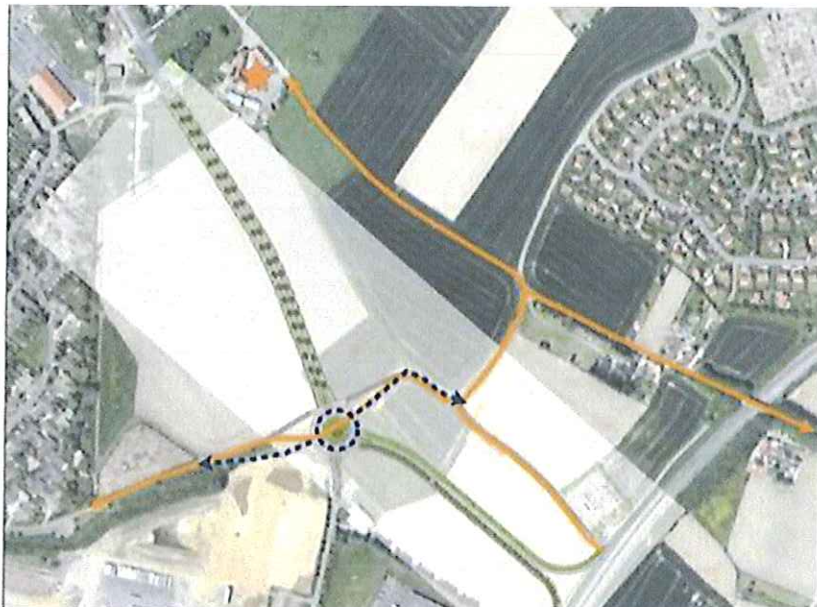
AVIS et CONCLUSIONS motivées du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Siège de l'enquête : Mairie de HEM

Enquête instuïte par :

Monsieur Jean-Paul HÉMERY, commissaire enquêteur titulaire
Madame Jacqueline HUART, commissaire enquêteur suppléante

▲ Introduction à l'enquête ▲



La présente enquête unique porte sur le projet de création d'une liaison entre la RD 700, route départementale express et la rue Jules Guesde (RD 952), à Hem.

Ce projet est instruit sous la responsabilité de :

Métropole Européenne de Lille (MEL),
Nouvelle dénomination de la Communauté Urbaine de Lille (CUDL)
Établissement Public de Coopération Intercommunale, sis :
1 rue du Ballon
59 034 LILLE CEDEX

Dans le domaine de ses multiples compétences, MEL a celui de l'aménagement du territoire, qui sous entend la planification du territoire.

Lille Métropole affirme l'ambition de repenser la façon dont la ville se développe. Pour «inventer la forme urbaine de l'Euro-métropole du 21ème siècle», il faut «*penser global : l'habitat (vivre), l'économie (travailler) et les transports (se déplacer) devront être planifiés de manière complémentaire et totalement cohérente.*» (Extrait du Programme communautaire Vivre ensemble notre Euro-métropole).

La politique portée par la MEL vise à l'aménagement de zones d'activités durables, en lien avec les axes structurants existants et tournées vers une accessibilité tous modes.

Dans le cadre du projet d'aménagement de la liaison rue Jules Guesde/RD 700, la MEL a déposé quatre (4) dossiers :

- ✚ Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
- ✚ Dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Métropole Européenne de Lille
- ✚ Dossier d'Enquête Parcellaire
- ✚ Dossier relatif à la création d'un accès sur la route express RD 700

Dans ce cadre, bien que l'enquête unique concerne quatre (4) projets distincts mais concomitants, les présentes conclusions ne concernent que le dossier d'enquête parcellaire.

▲ Présentation du projet soumis à l'enquête ▲

Le projet soumis à l'enquête publique unique consiste à créer une liaison entre la route départementale RD 700 (voie express) et la rue Jules Guesde (RD 952), ainsi que l'aménagement d'un giratoire permettant la liaison avec la rue Antoine Pinay. Le projet est intégralement inscrit sur le territoire de la ville de Hem.

La voie projetée sera implantée dans un secteur actuellement dédié à l'agriculture, si elle est autorisée.

La rue Antoine Pinay qui est issue de la Zone d'Activité des Quatre Vents situé au sud-ouest de cette nouvelle route, se termine en impasse au niveau de la plaine agricole.

Le projet, d'une longueur totale d'environ 1 150 mètres, prévoit l'aménagement d'une route à 2x1 voie, bordée de part et d'autre par une piste cyclable et par un trottoir (concernant la section ouest) ou par un cheminement doux mixte piétons et cycles (concernant la section est). Sur la section ouest, la vitesse sera limitée à 30 km/h. Sur la section est, la vitesse sera limitée à 50 km/h. La voie sera raccordée :

- à la rue Jules Guesde, au niveau d'un carrefour surélevé en croix simple,
- à l'avenue Antoine Pinay grâce à un giratoire à 3 branches,
- à la RD 700, grâce à un carrefour de type ¹/4 échangeur.

L'accessibilité à la RD 700 nécessitera des aménagements spécifiques, sous la responsabilité des Services du Conseil Général du Nord, maître d'ouvrage et exploitant de la RD 700.

▲ L'enquête parcellaire ▲

Dans le cadre du programme global, le projet de réalisation de liaison entre la RD 700 et la rue Jules Guesde à Hem traverse plusieurs propriétés privées.

Actuellement, les parcelles nécessaires à cette réalisation de la voie projetée n'ont pas encore été totalement acquises par la MEL.

Dans le cas où un accord amiable ne pouvait pas être conclu avec la totalité des propriétaires des parcelles nécessaires à la réalisation du projet, il sera nécessaire de procéder à cette acquisition par voie d'expropriation, d'où la justification de cette enquête parcellaire.

En application de l'article R.131-14 du Code de l'Expropriation, l'enquête parcellaire peut être effectuée en même temps que l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, si l'expropriant est en mesure de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire et la liste des propriétaires avant la déclaration d'utilité publique.

L'enquête parcellaire a, quant à elle, pour objet, d'une part de déterminer avec précision les biens correspondant à l'emprise du projet dont la déclaration d'utilité publique est demandée ou a été prononcée et d'autre part, d'identifier exactement leurs propriétaires.

L'article R. 131-3 du Code de l'Expropriation stipule que l'expropriant adresse au préfet du département, pour être soumis à l'enquête un dossier comprenant :

- Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments.
- La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux (état parcellaire).

L'état parcellaire est la liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le conservateur des hypothèques au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens. Il peut se présenter par exemple sous forme de tableau indiquant : la section et le numéro de la parcelle, l'adresse, l'identité des propriétaires, la nature du terrain, la superficie totale de la parcelle en m², la superficie à acquérir (m²) et la superficie restante (m²).

▲ Analyse et avis du commissaire enquêteur ▲

Dans le cadre de l'utilité publique du projet d'accessibilité à la RD 700 depuis la ZAC des Quatre Vents et de la rue Jules Guesde à Hem, il est envisagé d'acquérir plusieurs parcelles pour réaliser les travaux projetés.

Les emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme portent sur une superficie d'environ 3,5 hectares.

Dans le but de permettre la réalisation des travaux, l'enquête parcellaire, menée conjointement à la Déclaration d'Utilité Publique, a pour finalité de délimiter les propriétés indispensables à acquérir, à identifier leurs propriétaires et à leur notifier le dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire.

Les acquisitions foncières nécessaires au projet concernent 10 parcelles appartenant à plusieurs propriétaires isolés ou indivis.

La superficie totale des parcelles concernées par le projet s'élève à un peu plus de 19 hectares sur lesquels devraient être prélevés 19 912 m² pour réaliser le projet présenté à l'enquête.

Au cours de l'instruction, aucune observation concernant l'enquête parcellaire n'a été relevé sur le registre dédié à cet effet, bien que les propriétaires aient tous accusé réception des courriers recommandés expédiés par les services de la MEL.

Selon les règles usuelles en la matière, les services de France Domaine et de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) Flandres-Artois peuvent assister le maître d'ouvrage dans l'évaluation financière des biens à acquérir.

A la connaissance du CE, si des discussions ont été engagées en vue d'acquérir à l'amiable les parcelles concernées par le projet, aucune d'entre elles n'aurait été acquise à la clôture de l'enquête.

▲ Conclusions ▲

A l'issue d'une enquête unique ayant duré trente trois (33) jours :

- Vu l'enquête qui a été ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 20 mars 2015, signé par Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord, par délégation de Monsieur le Préfet du Nord.
- vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu l'ordonnance du 6 novembre 2014, rectifiée, relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu le décret du 26 décembre 2014, relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et les dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnée à l'article R 123-11 du Code de l'Environnement ;
- vu la délibération n° 10 C 0161 du 12 avril 2010 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) approuve la création d'une voie nouvelle de liaison entre la rue Jules Guesde et la RD700, et autorise sa présidente à signer la convention avec le conseil général du Nord, à procéder aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et à solliciter la déclaration d'utilité publique ;
- vu la délibération n°14 C 0890 du 19 décembre 2014 par laquelle le conseil de LMCU tire le bilan de la concertation préalable relative à création d'une voie nouvelle de liaison entre la rue Jules Guesde et la RD 700 à Hem et décide d'engager la phase d'enquête publique unique ;
- vu la délibération n°DVD-PGP/2014/1200 par laquelle la commission permanente du Conseil Général autorise Lille Métropole Communauté Urbaine à mener les études jusqu'à la phase « projet » et les procédures réglementaires au nom du Département (enquêtes publiques) pour la création d'un nouveau point d'accès à la RD700 ;
- vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;
- vu la délibération et l'avis favorable délibéré de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) du 19 mars 2015 ;
- vu la décision n° E15000029/59 du 17 février 2015 par laquelle la Madame présidente du tribunal administratif de Lille décide de nommer les commissaires enquêteurs pour conduire l'enquête :

- Monsieur Jean-Paul HÉMERY, commissaire enquêteur titulaire ;
 - Madame Jacqueline HUART, commissaire enquêteur suppléante.
- vu le déroulement de l'enquête qui s'est tenue du 28 avril au 30 mai 2015 ;

Le commissaire enquêteur :

Considérant que le déroulement de l'enquête a été réalisé dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral.

Considérant que la publicité réglementaire a été respectée, tant pour les insertions dans les délais requis dans deux journaux différents diffusés dans le département du Nord et par voie d'affiches, constatés par les membres de la commission d'enquête :

- sur le terrain, aux abords de la liaison projetée ;
- en mairie des Hem ;
- au bureau d'accueil du Conseil Général du Nord et au siège de la MEL.

Constatant que l'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la Préfecture du Nord et de MEL ;

Considérant que les documents contenus dans les dossiers soumis à l'enquête publique ont permis aux populations de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet de création de la voirie routière entre la RD 700 et la rue Jules Guesde à HEM ;

Considérant que les conditions de mise à disposition des dossiers d'enquête ont permis au public d'en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouvertures normales d'ouverture des bureaux de la mairie de Hem ;

Constatant que le public pouvait s'exprimer par écrit, en se déplaçant dans la mairie de Hem ou sans déplacement en s'exprimant sur un site internet, dédié à l'enquête, au siège de la Préfecture du Nord ;

Considérant que des publicités extra légales de l'annonce de l'enquête ont complété les publicités réglementaires ;

Considérant que le projet de la liaison routière amènera une amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Hem actuellement impactés par des trafics routiers de toutes natures générés par les zones d'activité, en particulier la ZAC des Quatre Vents ;

Considérant que le projet de la liaison routière sécurisera la ZAC des Quatre Vents en assurant une seconde sortie principale de ce secteur, actuellement bloqué par une voie en impasse ;

Considérant que sur le plan économique, la création du nouvel équipement permettra le maintien des emplois des activités existantes et autorisera la création d'autres activités, sources de création de nouveaux emplois ;

Considérant que l'accessibilité à la RD 700, indépendamment de la ZAC, permettra aux populations locales d'accéder plus facilement aux secteurs de la MEL.

Constatant l'absence de manifestation des propriétaires réglementairement informés par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Pour ces motifs :

J'émet un avis favorable au projet de cession des propriétés privées au profit de la Métropole Européenne de Lille, nécessaires à la réalisation du projet de liaison routière entre la Route Départementale 700 (voie express) et la rue Jules Guesde (RD 952) à Hem.

Cet avis est assorti de 1 réserve et de 1 recommandation :

Réserve :

La déclaration de cessibilité est conditionnée par la Déclaration d'Utilité Publique du projet de liaison routière entre le RD 700 et le rue Jules Guesde à Hem.

Recommandation :

Dans son avis délibéré, la CDEAC a demandé à revoir, en réduction significative, la largeur de l'emprise du projet sur le domaine agricole.

Le maître d'ouvrage devra compléter son étude et indiquer si cette demande est compatible avec le projet et réduire, le cas échéant, l'emprise de son projet sur les parcelles identifiées comme telles dans l'étude modificative.

Lille, le 20 juillet 2015

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JP Hémery', written in a cursive style.

Monsieur Jean-Paul HÉMERY
Commissaire enquêteur